

15-07-03 - Budget Recherche 2004 : Les présidents de section du comité national de la recherche scientifique adressent une lettre ouverte au président de la République

16 juillet 2003

Par [Monique Croizier](#)

15/07/2003 - Budget Recherche 2004 : Les présidents de section du comité national de la recherche scientifique adressent une lettre ouverte au président de la République.

Les présidents de section du Comité national de la recherche scientifique adressent une lettre ouverte au président de la République dans laquelle ils lancent de façon unanime "un appel solennel aux pouvoirs publics pour qu'ils adoptent une attitude conforme aux enjeux que représente la recherche scientifique, abandonnent une conception étroite et rétrograde qui consisterait seulement à 'améliorer le rendement de la recherche publique pour qu'elle soit plus en adéquation avec les besoins des marchés', selon la formulation récente et consternante d'un important ministre [Francis Mer], et donnent au pays les moyens de rester une grande nation". Les présidents de section qui déclarent représenter "directement ou indirectement une grande quantité de scientifiques français" indiquent qu'ils "poursuivront leurs efforts, sous toutes les formes susceptibles d'être efficaces, pour éviter le désastre qui s'annonce" en s'inquiétant des "premières informations qui filtrent au sujet de 2004 (...) en particulier en ce qui concerne un éventuel blocage complet du recrutement de l'emploi scientifique statutaire".

La CPCN (Conférence des présidents du Comité national) qui dit ne pas avoir souhaité que la réunion plénière du 30 juin "se borne à dénoncer des mesures" - en particulier les mesures d'austérité prises par le gouvernement - indique qu'elle "fera connaître en septembre les conclusions et propositions issues des débats organisés lors de cette journée" .

AUTRES INITIATIVES

Par ailleurs, outre la lettre ouverte à Jacques Chirac du leader du SGEN-CFDT, Jean-Luc Villeneuve, qui s'inquiétait à la fin du mois dernier - le 30 juin 2003 - d'"informations" qui "filtrent des différents ministères" et laissant "entrevoir pour le budget 2004 une baisse considérable de l'effort public de recherche", une dizaine de sociétés savantes (biologie, physique, chimie et mathématiques) avaient, elles aussi, exprimé leur inquiétude dans une lettre ouverte au président sur le "danger" couru par la recherche fondamentale en France. "L'État est quasiment en France le seul à soutenir la recherche fondamentale. Quelle que puisse être leur bonne volonté, les entreprises ne prendront pas le relais de la recherche publique car elles sont soumises à des contraintes économiques le plus souvent à très court terme qui les empêchent d'investir dans l'avancement de la connaissance" font valoir les sociétés savantes dans ce courrier adressé au chef de l'État et daté du 27 juin dernier.

[Monique Croizier](#)

(Source Internet Université Lyon 2)